

L'Europe mine son idéal avec les lobbies

Il y a environ 30.000 lobbyistes à Bruxelles

DAVID BROMAN - dbroman@le-jeudi.lu

Si l'Europe n'arrive pas à être à la hauteur de son idéal, c'est aussi à cause de ses relations avec les lobbies.

«Lobby: antichambre, vestibule où passent les députés lorsqu'ils se divisent pour voter». C'est le sens original du terme en anglais britannique. Aujourd'hui, il désigne surtout les groupes d'intérêts – de l'institution financière multinationale qui brasse des milliards à la toute petite ONG de développement – qui font pression sur les pouvoirs publics pour influencer sur les décisions que ces pouvoirs ont à prendre.

En 1985, ils étaient 654 *lobbyistes* à «attendre» dans les vestibules des institutions européennes. Aujourd'hui, ils sont plus de 15.000, voire 30.000, certains parlent de 40.000. On n'en sait trop rien et c'est justement là où le bât blesse. La transparence, tant en ce qui concerne les méthodes employées, les moyens mis en œuvre, les acteurs impliqués et les services visés, n'est pas ce qui étouffe ce «milieu», ni le lobbyiste, ni certains responsables politiques et institutionnels.

Il y a donc des organisations non gouvernementales (ONG) qui s'occupent à essayer de déterminer qui exerce une pression sur qui, pour quelle décision, et avec quels moyens. Corporate Europe Observatory (CEO) en est une. Elle est basée à Bruxelles, là où la presque totalité des lobbies ont leurs bureaux. Elle est aussi membre d'ALTER-EU*, une organisation qui en fédère plus de 160 toutes inquiètes de «l'influence croissante exercée par les lobbyistes commerciaux sur l'agenda politique européen, et qui mène à une perte de démocratie dans le processus européen de prise de décision...».

Intérêts privés

«Perte de démocratie»: l'expression est un euphémisme à la lecture du rapport, en anglais, de plus de 200 pages publié fin 2010 par ALTER-EU. *Bursting the Brussels Bubble: the battle to expose corporate lobbying at the heart of the EU* ou en français: Faire éclater la bulle de Bruxelles: la lutte pour dénoncer le lobbyisme d'affaires au cœur de l'Union européenne.

Ce n'est pas un rapport facile à lire. Non pas qu'il soit mal écrit, au contraire sa lisibilité est parfaite et accessible à tous. Ce qui est difficilement lisible, c'est le contenu, un contenu qui dénonce page après page le dysfonctionnement d'institutions, de fonctions et de personnalités européennes qui collaborent allègrement à un pouvoir de l'ombre qui a comme seule base l'argent et comme conséquence le traitement privilégié, dans les procédures de prises de décision, d'intérêts privés commerciaux et financiers et la sourde oreille à l'égard du «petit» citoyen.

Ce qui est difficilement lisible, c'est de tourner page après page et de se dire continuellement: «Non! Non! Ce n'était pas de cette Europe-là que je voulais! Je n'ai jamais voté pour ça!»

Selon le rapport, tout l'appareil législatif européen est non seulement contaminé par les lobbys, mais c'est cet appareil lui-même qui demande à l'être, qui leur ouvre les portes, et va même parfois jusqu'à s'identifier à eux.

Quelques exemples. Quelques extraits. L'Europe aide les lobbies en les invitant

à sa table: «En décembre 2006, plusieurs multinationales alimentaires avaient des "stands d'information" dans le *press room* de la Commission pendant une réunion sur la "malbouffe" dans l'Union.»

Comme le terme «lobby» a une connotation «négative», l'Europe s'associe aux groupes de pression pour développer un métalangage basé sur des euphémismes. Dans le quartier européen de Bruxelles, un *think-tank* – littéralement «réservoir de réflexion» – n'est autre qu'une association pseudo-scientifique qui permet à un lobby d'affaires, ou plusieurs, d'entrer «incognito» dans les processus de décision européens. «Étant donné le culte du secret qui entoure certains think-tanks à Bruxelles quant à leurs sources de financement, il peut être difficile d'identifier à qui appartient la main qui anime la marionnette.»

Groupes d'experts

Même topo, à peu près, pour ce qui est des *groupes d'experts*, le lieu privilégié de la sacro-sainte *consultation*. A un échelon de pouvoir plus élevé, on parle de *groupes de haut niveau*. Un exemple parmi d'autres: le «groupe de haut niveau CARS-21 a été mis en place conjointement par le commissaire à l'Entreprise et l'Industrie Günther Verheugen et le président de l'Association européenne des constructeurs automobiles. La participation à ce groupe était dominée par les grands constructeurs automobiles et les corporations pétrolières.»

Lorsque des groupes citoyens demandent un peu de transparence, la Commission fait la sourde oreille et ajoute quelques mots à son vocabulaire. Par exemple, Elle décrètera que certains *experts* sont dans le groupe en *capacité personnelle*. Ou elle exemptera de l'obligation de suivre les codes de bonne conduite les groupes qui «traitent de problématiques purement techniques». Et si vous vous étonnez que l'Europe a tant de mal à «re-réguler» le secteur financier responsable de la crise du même nom, regardez de plus près la composition des *groupes d'experts* financiers à la Commission.

Le Parlement européen n'est pas épargné. Nombreux sont les députés européens qui se trouvent au minimum dans un *conflit d'intérêts*, certains n'hésitant pas à tutoyer la corruption et l'impunité.

Et si tout le monde se targue de transparence, cela semble être, pour beaucoup, un faux-fuyant pour faire taire ceux qui dénoncent de bonne foi l'opacité. Dans la foulée de son *Initiative européenne en matière de transparence* la Commission a mis en place, en 2008, un *Registre des représentants d'intérêts*, sorte de parodie de système de traçabilité des lobbys et des lobbyistes, puisque les inscriptions ne se font que sur une base *volontaire*.

Le pouvoir pris par les lobbys et accordé par les institutions européennes est sidérant. Il ne faut pas aller beaucoup plus loin pour chercher les raisons au déficit démocratique chronique. «*Pour quelle autre raison*, demande notamment Susan George dans la préface du rapport d'ALTER-EU, *aurions-nous aujourd'hui la gouvernance à la place d'un gouvernement, la société civile au lieu d'un peuple souverain, des "partenariats" au lieu d'une séparation des pouvoirs [...] Sans parler de consommateurs au lieu de citoyens.*»

*<http://www.alter-eu.org/>

(Voir aussi les entretiens page suivante.)



Sculpture – qui en dit long – placée au cœur du quartier parlementaire européen à Bruxelles